

# COP 22 : DE LA NÉGOCIATION À L'ACTION ?

19/12/2016

**Après l'accord de Paris pour le climat en décembre dernier, la COP 22, qui s'est tenue à Marrakech, a-t-elle été au rendez-vous des enjeux dans la lutte contre le changement climatique? Pour Philippe Humbert, si elle a permis de mettre en avant les points qui restaient encore à définir – le calendrier et les modalités de mise en œuvre de l'accord –, elle a surtout témoigné du long travail qu'il reste à mener pour une pleine application de l'accord, ce qui ne fera pas sans une volonté forte des États.**

Après le succès historique de la COP 21 et l'entrée en vigueur de l'accord de Paris dès le 4 novembre 2016, la COP 22 allait-elle marquer le passage de la négociation à l'action ? Telle était la question à l'orée de la réunion de Marrakech du 7 au 18 novembre, assombrie dès son ouverture par les déclarations « climato-sceptiques » de Donald Trump.

Le travail en commun des équipes de Ségolène Royal, présidente de la COP 21, et de Salahdine Mezouar, président marocain de la COP 22, tout au long de l'année 2016 a permis un bon passage de relais et que le défi de l'organisation soit relevé brillamment par les autorités marocaines.

Le point essentiel de la déclaration finale adoptée le 17 novembre par les 197 pays représentés a été de décider collectivement que le calendrier et les modalités de mise en œuvre de l'accord de Paris soient finalisés en novembre 2018, lors de la COP 24 qui se tiendra en Pologne.

Au-delà de cet engagement, on peut relever, à travers le foisonnement des multiples forums, « coalitions », réunions à géométrie diverse, associant représentants officiels, ONG, entreprises publiques et privées, trois enseignements parmi beaucoup d'autres.

Le premier est que les États conservent un rôle capital, celui de définir les objectifs chiffrés de réduction des émissions selon un calendrier et des étapes échelonnées à moyen et long terme, et de préciser les moyens, les technologies, les financements à mettre en œuvre, chacun pour ce qui le concerne par référence aux contributions (INDC) soumises à Paris en décembre 2015. Mais il est clair que d'autres acteurs doivent intervenir pour encourager les États à surmonter les multiples intérêts qui freinent les progrès : les acteurs dits « non étatiques », les ONG, les entreprises, les

régions, les grandes villes (par exemple, le C40 qui rassemble 90 grandes villes, dont Paris, soit 650 millions de personnes), sont créateurs d'une dynamique qui doit bousculer les conservatismes et les lobbies.

La COP 22 a mis aussi en évidence les problématiques de fond, les noeuds qu'il faut dénouer pour avancer.

D'abord, le conflit de principe entre prospérité et sauvegarde de la planète, sous-jacent dans les positions de nombre de pays en voie de développement qui constatent que la croissance génère une augmentation des besoins en énergie. La réponse est de savoir donner une place centrale à toutes les formes de sources d'énergie et d'activités *low carbon*, proposées par les experts. Encore faut-il que les responsables politiques et les milieux d'affaires soient convaincus de la rentabilité de cette évolution en termes politiques (accès à l'énergie, sécurité énergétique) et financiers.

Le deuxième nœud est l'écart entre les ambitions affichées et la réalité. La déclaration de 47 pays en voie de développement proposant d'aller vers une énergie à 100 % renouvelable en est un exemple parmi beaucoup d'autres. Les pays développés sont venus à Marrakech, mais les promesses de financement public restent pratiquement lettre morte et rien ne permet d'affirmer que le Fonds vert sera effectivement doté de 100 milliards de dollars par an. Surtout, les besoins réels de financement sont sans commune mesure avec les fonds publics envisagés : produire 1 térawatt d'ici 2030 nécessite 1 trillion de dollars, alors que l'Agence internationale de l'énergie estime les capacités supplémentaires d'énergies (renouvelables, gaz, hydrogène) à mettre en place d'ici 2030 à 2,5 térawatts pour obtenir une réduction des émissions de gaz à effet de serre compatible avec les objectifs des accords de Paris d'ici la fin du siècle. Seule une mobilisation massive de l'épargne mondiale oisive, qui est colossale, le permettrait, à condition que des mesures innovantes pour « dérisquer » les investissements privés soient mises en œuvre (cf. infra).

Le troisième nœud est lié à la nécessité de démontrer pratiquement que la révolution énergétique permet de répondre à court terme aux besoins des populations vulnérables : accès à l'énergie même dans les zones non connectées, à l'eau pour les besoins de l'agriculture (pompes solaires), l'adaptation au changement climatique, la réduction de la pauvreté et des inégalités, faute de quoi les opinions se détachant des discours officiels n'adhéreront plus au consensus politique en faveur de la transition énergétique.

Le troisième enseignement de la COP 22 est celui des débuts de réponse apportés par les acteurs de l'énergie solaire aux points précédents. Le mégawattheure (MWh) solaire peut désormais être produit autour de 30 dollars, un niveau compétitif par rapport à tout investissement nouveau dans

toute autre source d'énergie. Son déploiement à grande échelle se met en place grâce à la combinaison des éléments suivants :

- Une conjonction d'intérêts de l'Inde et de la France : le 15 février 2015, le Premier ministre de l'Inde Narendra Modi annonçait à Delhi deux décisions, le lancement d'un programme visant à installer en Inde 175 gigawatts d'énergies renouvelables d'ici 2022, dont 100 de solaire, et la formation d'un consortium de tous les pays situés entre les tropiques du Cancer et du Capricorne, soit 121 pays, en vue de développer massivement cette forme d'énergie.

Cette initiative peu avant la COP 21 conduisait à un jeu gagnant/gagnant entre les deux pays, la France voyant l'apport positif de l'Inde au succès de la COP 21 et l'Inde prenant le leadership d'un mouvement novateur, l'Alliance solaire internationale (ISA).

- Le bon démarrage du programme solaire indien et la signature, le 15 novembre 2016, à Marrakech, des statuts de l'ISA par 25 pays permettent de mieux voir comment dénouer les nœuds.

Les États ont un rôle essentiel pour définir le cadre juridique, fiscal, réglementaire, des procédures d'appel d'offres, des mécanismes de décision pour réaliser les infrastructures (lignes de transmission) en aval des unités de production, et assurer la gestion du réseau. L'argent public doit aussi financer les innovations technologiques (stockage, gestion de l'intermittence) et aussi tout modèle permettant d'apporter l'énergie aux habitants hors connexion et d'offrir une visibilité immédiate à des efforts de long terme.

Une fois cela assuré, les mécanismes de marché et les financements privés se mettent en route pour autant que la rentabilité soit satisfaisante. L'abondance des capitaux privés, indiens et étrangers, qui s'investissent en Inde depuis un an, à la limite de la surchauffe, démontre que cela est possible grâce à une bonne méthodologie et une ambition nettement affirmée.

À ce stade, il ressort que l'obstacle principal au déploiement à grande échelle des capitaux privés est le coût trop élevé du capital alors que cette industrie est extrêmement capitalistique.

En liaison avec les grands acteurs du domaine (banques, financiers, développeurs, assureurs), l'ISA et son miroir privé, l'association Terrawatt Initiative (Engie, Schneider Electric, KPMG, Iberdrola etc.) étudient très précisément les instruments techniques de nature à « dérisquer » les investissements et réduire le coût du capital (standardisation des contrats, agglomérations des projets, couverture des risques de change, mécanismes de rehaussement de crédit etc.) en relation avec de nombreux partenaires comme l'IRENA (agence internationale des énergies

renouvelables), la CNUCCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques), les agences de notation, et des initiatives telle que le *Climate Bond Initiative*.

La COP 22 a mis en évidence que la révolution énergétique est techniquement et économiquement possible. Il faut organiser le partage du travail entre États et tous les autres acteurs pour libérer les forces du marché au niveau des ambitions exprimées par les accords de Paris.